

Le Parlement a publié un rapport secret concernant « l'affaire Kozlovska ». Qu'est-ce que les blogueurs kazakhs et les médias contrôlés par les Démocrates ont-ils à voir avec cela ?

- Olga Hnátková, NewsMaker
- Chisinau, 17.12.2018

Le 17 décembre, le Parlement a publié le rapport secret de la commission parlementaire sur l'enquête sur « les circonstances dans lesquelles la Fondation Open Dialogue est intervenue dans la politique interne de la Moldavie ». Dans ce rapport, la fondation et sa fondatrice Lyudmyla Kozlovska sont accusés d'opérer au profit des services secrets russes et d'oligarques au passé incertain. L'opposition moldave est quant à elle accusée de financement illégal par la fondation et « d'activité de diversion » contre la Moldavie. NewsMaker parle des allégations et de leur fondement. Parmi les sources auxquelles les députés moldaves font confiance, figurent des blogueurs anonymes et des médias contrôlés et loyaux envers le Parti démocratique.

Où la Commission a-t-elle obtenu ses informations sur l'enquête ?

Il convient de rappeler que la commission parlementaire spéciale était composée de quatre députés de la majorité parlementaire et de deux représentants du Parti socialiste.

Comme indiqué dans un rapport publié le 17 décembre sur le site Internet du Parlement, la commission a « analysé en détail les informations provenant de l'espace public » dans le cadre de ses travaux et a demandé des informations aux forces de l'ordre moldaves - au Service d'information et de sécurité (SIS), au Bureau du Procureur général et à d'autres.

Des représentants du Bureau du Procureur général et du Bureau du Procureur pour la lutte contre la criminalité organisée et les affaires extraordinaires ont refusé de participer aux réunions de la Commission – précise le rapport.

Les chefs des partis d'opposition Plate-forme dignité et vérité (DA) et Action et solidarité (PAS), Maia Sandu et Andrei Năstase, ne sont pas venus non plus aux réunions du comité. Parmi les personnes convoquées, le directeur de StarNet, Alexandru Macedon, n'a pas assisté non plus aux réunions du comité.

Il est à noter que dans les métadonnées du fichier du rapport, le dernier auteur du document est le Président du Parlement, Andrian Candu. Pourtant, il n'était pas membre du comité.

Sur quoi reposent les principales accusations

Le Laundromat et le « vol du siècle » comme source de financement de la fondation

Le rapport indique que des informations sur les sources de financement de la Fondation Open Dialogue ont été fournies à la commission par le bureau du procureur et le SIS. Selon ces ministères, outre d'autres sources publiques, la fondation est financée par le ministère russe de la Défense, la vente d'armes dans les zones de conflit, l'argent du « Laundromat » (blanchiment d'argent) et un milliard de dollars volé aux banques moldaves.

Toutefois, le rapport n'indique pas clairement si les autorités moldaves chargées de l'application des lois ont enquêté sur cette affaire.

Les auteurs du rapport confirment l'information sur les sources de financement de la Fondation au moyen de documents publiés dans les médias. Le rapport faisant référence au

projet d'enquête roumain RISE indique que la Fondation Kozlovska a été financée par le « Laundromat », « par exemple par la société Seabon Ltd ». Toutefois, l'enquête sur RISE ne mentionne pas du tout Kozlovska et sa fondation, et la société Seabon Ltd n'est mentionnée qu'une seule fois, en passant.

Les députés moldaves se réfèrent également à un article publié sur le site Web de Radio Polsha, qui indique que Open Dialogue est financé aux 4/5 « de Sébastopol saisi par la Russie » par le frère de la fondatrice de la Fondation, Petro Kozlovski.

Le site web de Radio Polsha fait référence dans son article aux « analystes du portail « La 5^e colonne russe en Pologne » ». Ce portail est un profil anonyme sur Facebook, ne citant aucun contact avec les auteurs, où les nouvelles sont publiées à quelques mois d'intervalle. Le « reportage » sur Kozlovska, auquel Radio Polsha fait référence, y est publié grâce au blogueur polonais Marcin Rey, qui est en conflit avec la Fondation Open Dialogue.

Les députés moldaves mentionnent la vente d'armes de la Pologne à l'Ukraine comme une autre source de financement de Open Dialogue. Pour confirmer cette thèse, les auteurs du rapport se réfèrent à un article d'un blogueur anonyme qui écrit sous le surnom de mary4 sur le portail de divertissement kazakh horde.me. Ce blogueur considère Kozlovska comme coupable des « révolutions orange » dans la région.

En outre, le rapport présente une longue liste d'entreprises qui ont participé au « Laundromat » et qui ont été mentionnées dans l'enquête sur le « vol du siècle » en Moldavie. Elles auraient toutes participé au financement de la Fondation de Kozlovska. Beaucoup d'entre elles sont censés être liés à Veaceslav Platon, dont les intérêts sont « desservis » par Kozlovska. Le contenu du rapport ne permet pas de déterminer clairement l'origine des données.

Lobbying dans l'intérêt de personnes au passé trouble

Citant le service de divertissement brussels-express.eu, le rapport écrit que « au nom des « droits de l'homme », la Fondation Open Dialogue représente les intérêts des fugitifs les plus riches recherchés par leur propre pays pour blanchiment d'argent » et ils qualifient cela de pression sur « l'opposition politique ». L'auteur du document sur le site brussels-express.eu est un certain Jacobytes. L'article a été publié une semaine avant la mise en place d'une mission spéciale sur « l'affaire Kozlovska » en Moldavie.

Les auteurs du rapport estiment que l'un des « fugitifs » dont les intérêts seraient servis par Kozlovska et sa fondation est l'entrepreneur kazakh et homme politique d'opposition Mukhtar Ablyazov, qui vit aujourd'hui en France. Pour le prouver, les membres de la commission citent un article de la maison d'édition moldave Timpul, basé sur une publication du Financial Times. Il convient de noter que le Financial Times ne mentionne aucun lien avec Open Dialogue, pas plus qu'il ne mentionne la fondation elle-même. Cet ajout n'apparaît que dans la version de Timpul, fidèle au Parti démocrate.

Le deuxième article, publié sur le portail roumain 7iasi.ro, prouverait soi-disant que Kozlovska et Ablyazov sont liés. Toutefois, dans la partie concernant Ablyazov, il s'appuie également en partie sur les documents du Financial Times, dont l'original ne mentionne pas du tout Kozlovska. L'auteur du portail roumain fait cet ajout.

Citant la « presse internationale » anonyme, les auteurs du document soulignent que Kozlovska a souvent « fait du lobbying » dans l'intérêt de « ses clients importants », des

« oligarques condamnés ». Le rapport indique, entre autres, qu'elle a eu recours à de l'infox pour les présenter comme victimes de persécutions politiques.

Les auteurs du rapport soulignent à plusieurs reprises que la Fondation Open Dialogue est active en Moldavie depuis l'arrestation de Veaceslav Platon en 2016. Kozlovska elle-même ne cache pas ce fait. Elle affirme qu'elle voit de nombreuses violations des droits de l'homme dans cette affaire.

Les membres du comité croient que la Fondation de Kozlovska « dessert » les intérêts de Platon et de sa famille. Comme preuve, le rapport souligne que l'assistant de Kozlovska a envoyé des billets d'avion électroniques au nom d'un membre de la famille de Platon à l'adresse électronique sarmana.moldova17@outlook.com. Les auteurs du rapport ne précisent pas d'où proviennent ces informations.

Liens avec les services secrets russes

Le rapport mentionne souvent les liens de la Fondation de Kozlovska avec les entreprises publiques russes et les services spéciaux. Les auteurs citent entre autres les propos d'un membre du Parlement européen, Kosma Złotowski, qui a remis en question la légitimité de l'accréditation de la Fondation et de Kozlovska elle-même au Parlement européen. « Dans quelle mesure est-il juste de considérer comme une « personne de confiance » une personne qui a reçu le passeport de la Fédération de Russie en 2014 après l'annexion de la Crimée, et sa fondation et ses sponsors sont suspectés d'avoir des liens avec la Russie » - voilà les propos du député européen que les auteurs citent dans le rapport.

Il est à noter que la citation provient d'une question écrite envoyée par Złotowski à l'une des commissions parlementaires. Le député européen en question est un candidat polonais et membre de Droit et justice, parti souvent critiqué par la Fondation de Kozlovska.

Comme l'indique le rapport, les résultats de l'enquête sur l'affaire Kozlovska et sa fondation ont souvent été publiés dans la « presse internationale », prouvant qu'elle est un agent dormant des services secrets russes.

En affirmant cela, les membres de la commission parlementaire se réfèrent à l'édition ukrainienne du site antikor.com.ua. La réflexion sur les relations de Kozlovska avec la Russie commence comme suit : « Si nous regardons plus en profondeur, il devient clair qu'au début de son travail actif, Kozlovska s'est retrouvée dans un mécanisme sophistiqué de recrutement pour le FSB russe par moyen de chantage, de documents compromettants et la pression sur les activités d'affaires de ses proches, en particulier celles de son frère, l'homme d'affaires Petro Kozlovski ». Précisons que la majeure partie du matériel est basée sur le texte du blogueur polonais susmentionné, Marcin Rey.

Financement des partis d'opposition

La Commission considère que DA et PAS recevaient un financement illégal de la Fondation Open Dialogue. Entre autres choses, la fondation était censée payer à plusieurs reprises le voyage à l'étranger des dirigeants de ces partis, Năstase et Sandu. Il convient de noter que Kozlovska elle-même l'avait confirmé.

Quant à la Commission, elle évoque la publication de Ziarul National, loyal envers le Parti démocrate. Les informations qu'elle contient sont basées sur le texte du même blogueur polonais Marcin Rey et sur le matériel du portail moldave Zeppelin. Ce dernier a publié des

captures d'écran de courriels mentionnant la collecte des billets d'avion auprès de la fondation. Nous ne savons pas comment ces captures d'écrans sont arrivés chez Zeppelin.

Le rapport indique également que certains « services » moldaves avec certains « partenaires étrangers » mènent déjà une enquête. Ils ont établi qu'en mai 2017, une société associée à la Fondation Kozlovska avait envoyé 2 000 dollars à une société dirigée par une personne étroitement associée à DA.

Le rapport indique qu'ont participé à des campagnes et à des réunions de lobbying, y compris dans le cas de Platon : Jurnal TV, le directeur de StarNet Alexandru Macedon, Năstase, Sandu, les avocats de Platon Anna Ursachi et Eduard Rudenco, le politologue Alexei Tulbure, directeur de l'Institut d'histoire orale, la journaliste Natalia Morari, l'ancien député et éditeur du portail omg.md Alexandr Petkov et le militant Stefan Gligor. Il convient de noter que tous critiquent ouvertement le parti démocrate au pouvoir et ses partisans.

Le rapport de la Commission accorde une attention particulière aux rapports sur la situation en Moldavie préparés par la Fondation de Kozlovska. En particulier, le rapport de 2017 « L'Etat saisi : persécution des opposants, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme » est décrit par les membres de la commission comme « extrêmement critique », tandis que les principaux « protagonistes » sont Năstase et Grigore Petrenco, « l'homme politique extrémiste ».

Il convient de noter qu'en 2016, dans son rapport, le Département d'État américain a qualifié l'ancien député du Parti communiste Grigore Petrenco, chef du parti « Moldavie - notre maison », de « prisonnier politique ».

Menaces pour la sécurité et l'image de la Moldavie, de l'Ukraine et de la Pologne

Les auteurs du rapport ont conclu que la Fondation de Kozlovska est devenue « un outil d'intervention de type soft power pour les services de renseignement russes, tel qu'utilisé dans les guerres hybrides » en Pologne, en Ukraine et en Moldavie. Les députés moldaves estiment que c'est la raison pour laquelle Kozlovska s'efforce de détruire l'image de ces pays sur la scène internationale.

Ils ont déclaré entre autres que le Service de sécurité ukrainien (SBU) avait déjà ouvert une enquête contre Kozlovska pour « attaque contre l'unité de l'Etat ukrainien » et « trahison de sa patrie ». Toutefois, les députés moldaves ont décidé d'obtenir ces informations non pas du SBU, mais de la presse polonaise. Il est à noter que le site web de thenews.pl fait référence au même blogueur polonais Marcin Rey.

Les auteurs du rapport soulignent que les autorités ukrainiennes soupçonnent Kozlovska de fraude à une échelle particulièrement importante. Ils l'ont également appris non pas par leurs collègues ukrainiens, mais par les nouvelles du portail moldave Deschide, fidèle au Parti démocrate.

Selon les auteurs du rapport, les activités de Kozlovska ont eu un impact direct sur la Moldavie : le rapport indique que c'est justement Open Dialogue qui est responsable de la détérioration des relations avec les partenaires européens et des critiques des structures de l'UE à l'égard de la Moldavie.

Selon les auteurs du rapport, le « lobbying » mené par la fondation en Europe est devenu la seule raison pour laquelle la persécution des défenseurs des droits de l'homme et des militants politiques en Moldavie a été condamnée en Europe et que l'on parle d'abus dans le

système judiciaire moldave, de pressions sur la presse indépendante et de persécutions politiques.

Selon les auteurs du rapport, Kozlovska est coupable du fait qu'en mai 2017, des débats sur les changements du système électoral en Moldavie ont été inscrits à l'ordre du jour du Parlement européen et qu'en 2018, l'assistance macrofinancière à la république a été gelée. Les membres de la commission parlementaire sont convaincus qu'elle est responsable de la résolution sévère du Parlement européen adoptée par les députés le 14 novembre 2018.

Source : <http://newsmaker.md/rus/novosti/parlament-opublikoval-sekretnyy-doklad-po-delu-kozlovskoy-pri-chem-zdes-kazahskie-40738>